



Développement et Paix

Que faire face à la conjoncture actuelle?

Texte de réflexion¹

Le point de départ

Au cours des trois dernières décennies, le modèle dominant de développement qui s'est imposé à l'échelle mondiale est celui du capitalisme dans sa version néolibérale ou ultralibérale qui, s'inspirant des thèses libérales libre-échangistes du XIX^{ème} siècle, se fonde sur une foi inébranlable dans les vertus autorégulatrices du marché. Les politiques économiques néolibérales, lesquelles ont été appliquées massivement et ont inspiré les plans d'ajustement structurel imposés aux gouvernements du Sud et même à ceux du Nord, ont impliqué une libéralisation de la circulation des capitaux, des privatisations souvent massives tendant à éliminer le rôle entrepreneur de l'État de même qu'une dérèglementation ayant pour effet de diminuer le rôle régulateur de l'État².

Durant cette période, nous avons observé un élargissement important de l'économie de marché qui s'est effectué à travers, d'une part, l'expansion géographique du marché vers de nouvelles zones telles que la Chine et, d'autre part, l'incorporation de nouvelles branches de production comme, par exemple, celles de la reproduction (bébés éprouvettes, mères porteuses, banques de spermatozoïdes, etc.), de la communication (dans toutes ses dimensions) et de la culture.

Dans ce contexte, les entreprises, les réseaux d'entreprises et, en général ceux qui ont l'emprise sur le capital, sont parvenus à jouir d'une très grande marge de manœuvre. L'économie mondiale a été largement placée sous l'égide de grandes entreprises transnationales qui échappent pratiquement à tout contrôle social. On pourrait même affirmer que les politiques néolibérales ont constitué en quelque sorte la plate-forme politico-économique de ces grandes entreprises.

¹ Il s'agit ici d'un texte de synthèse qui cherche à stimuler ou provoquer la discussion dans le but d'initier le processus qui mènera à la formulation d'un nouveau plan stratégique pour les programmes internationaux de Développement et Paix. Il ne prétend nullement poser toutes les questions, analyser tous les aspects et encore moins fournir toutes les réponses. En ce sens, la perspective présentée dans la dernière section ne fait que poser quelques jalons qui devront être réinterprétés et développés collectivement par les différents acteurs et alliés stratégiques impliqués dans la dynamique propre de Développement et Paix.

² Paradoxalement, ce ne sont pas nécessairement les pays qui ont appliqué avec le plus de rigueur les politiques néolibérales qui se sont le plus développés économiquement. Ainsi, plusieurs des pays asiatiques qui ont connu une croissance économique élevée, comme la Chine, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour et la Malaisie, bien qu'ils aient des économies de marché, possèdent des États interventionnistes, au point où on les appelle parfois des *Capitalist Development States* (États capitalistes développeurs). Par contre, certains pays latino-américains qui, comme le Mexique et l'Argentine ont été davantage rigoureux dans l'application des principes néolibéraux, ont connu de graves problèmes économiques.

Dans le cas des pays du Sud, l'application de telles politiques a été assurée d'abord et avant tout par les grandes institutions financières internationales (IFI) comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les politiques économiques induites de la sorte se sont basées sur quatre grands préceptes :

- 1) Privilégier la stabilité monétaire et la protection de la valeur des investissements en argent à travers l'application de mesures économiques de type monétariste³, même si cela impliquait souvent une augmentation du chômage et de la pauvreté.
- 2) Privatiser les entreprises d'État et certains services publics, ce qui a favorisé en général l'emprise croissante des plus grandes entreprises du secteur privé et, en particulier, des investisseurs étrangers à qui ont été ainsi offerts de nouveaux créneaux de profits.
- 3) Favoriser un modèle économique extraverti, fondé sur les exportations, ceci dans le cadre d'un développement de type inégal puisque, pour un travail comparable, la rémunération dans les pays du Sud est inférieure, voire beaucoup plus faible, que dans les pays les plus riches situés au centre du système mondial. La compétitivité de ces pays, que l'on exprime souvent en termes d'avantage comparatif, mise d'ailleurs largement sur le maintien de bas salaires, c'est-à-dire en dernière instance sur la pauvreté. Rappelons que dans le contexte d'une stratégie de développement autocentré fondée sur le marché interne, on serait susceptible de souffrir d'un taux trop élevé de pauvreté, puisqu'on a besoin de la demande solvable de la masse des consommateurs nationaux. Or, dans un contexte d'extraversion économique, les consommateurs sont situés dans un autre pays.
- 4) Pratiquer une politique de libre échange, créant un cadre global de libre circulation des capitaux, des produits et des services (pas des personnes), élargissant de la sorte le marché, c'est-à-dire les possibilités de profits pour les entreprises, surtout pour les plus grandes. Or, cela a eu des conséquences néfastes pour nombre d'économies nationales, notamment l'ouverture aux importations qui s'est souvent traduite par la disparition d'industries nationales et par une menace à la sécurité et à la souveraineté alimentaires (par la baisse de la production nationale de grains comme le blé et le maïs remplacés par des produits importés).

De telles politiques ne sont pas neutres; elles correspondent à certains intérêts, plus précisément à la prédominance de ceux des entreprises privées par rapport au secteur public et à l'État, de ceux de la sphère financière par rapport à la sphère de la production et de ceux des entreprises transnationales par rapport à tous les autres acteurs sociaux. Voilà un modèle de développement qui repose sur les intérêts d'une infime minorité d'êtres humains, soit avant tout ceux qui contrôlent les grandes entreprises transnationales. La principale conséquence sociale d'un tel modèle a été de favoriser la croissance des inégalités, voire une extrême concentration de la richesse. Ainsi, selon la plus importante étude jamais réalisée sur cette question, 10% de la population mondiale la plus aisée, dont près de la moitié vivant aux États-Unis et au Japon, possède 85% de la richesse, tandis qu'à l'opposé les 50% les plus démunis

³ Ceci en privilégiant par-dessus tout la stabilité monétaire, par exemple en haussant les taux d'intérêt. On se trouve ainsi à protéger la valeur des investissements en argent et à favoriser la circulation du capital, incluant les différentes formes de spéculation canalisées par les institutions financières, ceci souvent au détriment du secteur productif générateur d'emplois.

n'ont que 1% de la richesse⁴, sachant de surcroît que dans ce deuxième groupe il y a une surreprésentation des femmes et des groupes ethniques subordonnés, notamment les Autochtones. En outre, la crise alimentaire -qui a éclaté en 2008 et a durement frappé les couches sociales les plus pauvres des pays du Sud- ne provenait pas d'un manque de nourriture, mais était directement liée au fonctionnement du marché qui a permis la spéculation, provoquant une hausse de prix rendant les produits inaccessibles pour les couches sociales les plus pauvres⁵.

Comme on le voit, du point de vue social, le modèle de développement ultralibéral a favorisé intrinsèquement de multiples formes d'inégalités, avec des conséquences spécifiques pour chacune d'elles, entre le Nord et le Sud, entre les classes et strates sociales, entre les ethnies et entre les hommes et les femmes, inégalités profitables à la petite minorité qui domine l'économie mondiale. Ce modèle a aussi signifié un déplacement net du pouvoir du champ politique démocratique vers le champ économique et vers les bureaucraties internationales, de telle sorte que de plus en plus de décisions importantes sur l'avenir de nos pays et de notre planète ont été prises par des non élus qui ne sont pas socialement imputables face à la population, soit les conseils d'administration des grandes compagnies transnationales et les technocraties des IFI (FMI, BM, OMC, etc.). On peut ajouter à ce tableau l'intensification du militarisme et de la répression au nom du patriotisme et de la lutte anti-terroriste, qui a été notoire après les événements du 11 septembre. Or, cette situation a facilité dans bien des cas la criminalisation des mouvements sociaux d'opposition, lesquels ont certes démontré une étonnante capacité de résister.

Bref, ce dont il est question ici, c'est d'un modèle de développement qui, pour maintenir les privilèges d'une infime minorité, a engendré un véritable phénomène d'exclusion économique et sociale. Certes, il faut le souligner, cette exclusion n'a pas été acceptée docilement par les groupes sociaux subordonnés qui se sont organisés, ont lutté et ont mis de l'avant des propositions alternatives.

Vu sous un autre angle, le projet ultralibéral a aussi favorisé une homogénéisation culturelle parfois agressive, proposant une société individualiste composée de citoyens tendanciellement réduits à leur condition de consommateurs de produits standardisés. Ce processus unificateur a représenté, surtout pour les cultures subordonnées du Sud, une véritable menace qui a causé la disparition de nombreuses expressions culturelles, donc un appauvrissement de la richesse culturelle mondiale. Mais, paradoxalement, il a aussi stimulé la lutte pour préserver ou affirmer certains traits culturels propres ou même créer de nouvelles formes de cultures.

Par ailleurs, lorsqu'on considère la relation avec la nature, force est de constater que le libre marché et la compétition sans limites ont favorisé un type d'exploitation intensive des ressources naturelles qui a

⁴ Selon cette même étude, le 1% le plus riche concentrerait 40% de la richesse (Institut mondial de recherche sur l'économie du développement des Nations Unies (UNV-WIDER) publiée en décembre 2006 : http://www.wider.unu.edu/events/past-events/2006-events/en_GB/05-12-2006/).

⁵ Voir Développement et Paix « La faim et le profit : crise du système alimentaire » 2008 (<http://www.devp.org/devpme/fr/advocacy/doc/DPFood.pdf>) et Fredeick Kaufman « Let them eat cash : Can Bill Gates turn hunger into profit? » in *Harper's Magazine*; juin 2009 : 51-59. (<http://harpers.org/archive/2009/06/0082533>)

entraîné, non seulement une tendance à l'épuisement des ressources, mais aussi la dégradation du milieu et le réchauffement climatique engendrés par les différentes formes d'émissions de carbone, de contaminants et de polluants. Intimement lié à ce contexte écologique, nous avons également constaté une augmentation du nombre et de la gravité des catastrophes naturelles. Et, dans ces situations de dégradation du milieu écologique et de catastrophes naturelles, ce sont les populations les plus pauvres qui, étant situées dans les zones les plus précaires, habitant les demeures les plus fragiles et occupant les emplois les plus risqués, sont les plus vulnérables et dans la réalité ce sont effectivement elles qui en ont subi davantage les effets négatifs. Une telle forme d'exploitation des ressources ainsi que la crise écologique qui en découle ont favorisé la multiplication des conflits pour le contrôle des ressources, notamment l'eau, la terre et les minéraux. Qui plus est, on en arrive maintenant à une situation extrême qui met en péril l'humanité.

En définitive, le modèle de développement néolibéral ou ultralibéral ne semble viable ni du point de vue social et écologique, ni même du point de vue économique si on en juge par les nombreuses crises qu'il a provoquées⁶. Cela donne peut-être raison aux critiques formulées il y a plus d'une décennie à l'effet qu'il constituait une véritable utopie⁷, l'utopie d'une société dominée par une seule institution, le marché.

Le moment actuel

Nous traversons présentement la plus importante crise économique depuis celle de 1929. Cette crise, il est vrai, tout comme celle de 1929, a éclaté dans le secteur financier, mais elle n'est pas que financière, elle correspond aussi à une crise économique profonde, une crise de surproduction, c'est-à-dire une trop grande capacité de production par rapport à la capacité de consommation des populations⁸. Cela explique l'existence d'un important surplus de capitaux ne pouvant être investis dans la production de biens et de services qui ont afflué dans le secteur financier, causant la croissance d'abord d'une bulle technologique qui a éclaté puis d'une bulle immobilière qui, lorsqu'elle a implosé, a déclenché une crise économique à l'échelle mondiale. Évidemment, la croissance de telles bulles a été favorisée par les politiques de libéralisation financière et, intimement lié à ces dernières, le développement de paradis fiscaux⁹.

⁶ Voir Christian Cavaigneux « Le libéralisme après la crise financière » in *La Vie Économique* 1(1) 2009 : http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/1/4/RVE_voll_nol_Chavagneux.pdf. Il cite notamment une étude de Reinhart et Rogoff couvrant 120 crises bancaires entre le début du XIXe siècle et 2008 qui observe que « (...) « *les périodes de forte mobilité internationale des capitaux* [c'est-à-dire de libéralisation financière] *ont produit, de manière répétée, des crises bancaires internationales* ».

⁷ Voir Michel Bernard *L'utopie néolibérale*. Montréal : Les Éditions du renouveau québécois et la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 1997. Voir aussi Pierre Bourdieu « L'essence du néolibéralisme » in *Le Monde Diplomatique* mars 1998.

⁸ Voir Walden Bello « Capitalism's crisis and our response. » *Focus on the Global South* [<http://focusweb.org/capitalism-s-crisis-and-our-response.html>] avril 2009.

⁹ C. Cavaigneux *ibid.*

Les résultats immédiats de la crise sont nombreux et importants : baisse de la production, diminution de la consommation, montée du chômage, etc. Fait intéressant, en affectant directement les détenteurs du capital, elle aurait aussi eu comme effet de diminuer l'écart entre les riches et les pauvres, sans pour autant que ces derniers en profitent, puisqu'il n'y a pas eu de redistribution de richesse, seulement une destruction de valeurs mobilières¹⁰.

Au Sud, les pays les plus vulnérables sont ceux dont les économies sont les plus globalisées, qui sont davantage ouvertes et extraverties, dépendantes face au marché mondial, c'est-à-dire paradoxalement les pays qui ont appliqué avec le plus d'assiduité les recettes imposées par les IFI, notamment le FMI et la BM.

Plus fondamentalement encore, cette crise est non seulement économique, elle est également une crise de société, de la société capitaliste, du modèle de développement « néolibéral » ou « ultralibéral » qui a généré une extrême concentration de la richesse et autant d'inégalités au sein et entre les sociétés, sociétés qui ne sont pas viables socialement et qui sont fondées sur un mode d'exploitation des ressources menaçant l'avenir de la planète. Ce sont donc à la fois les rapports entre les humains et ceux que nous avons établis avec la nature qui sont en jeu. En d'autres termes, pour répondre adéquatement à une telle crise, il faudra plus que des mesures conjoncturelles ou des réaménagements partiels, il faudra réviser fondamentalement le système mondial, chacune de nos sociétés et notre modèle de développement.

Quelle sera l'envergure des changements à venir? Les états, surtout au Nord, sont intervenus massivement dans l'économie (on parle d'une somme totale d'environ 10 billions¹¹ de dollars US), allant même jusqu'à nationaliser de grandes banques, un genre d'intervention qui aurait été qualifiée de « socialiste » ou de « communiste » il n'y pas si longtemps. Cela n'est pas allé sans provoquer en octobre dernier la raillerie du président Chavez du Venezuela à l'endroit du président étasunien qu'il a affublé du titre de « camarade Bush ». Par ailleurs, il s'est aussi dégagé un consensus sur la nécessité d'introduire davantage de régulation des systèmes financiers. Tout semble donc indiquer la fin du néolibéralisme.

Dans quel sens ira l'évolution? Pour le moment, suite à la perte complète de crédibilité du courant ultralibéral, une des tendances qui semble avoir le vent dans les voiles est celle que l'on pourrait qualifier de sociale démocratie globale (Walden Bello¹²) ou de Keynésianisme vert (Susan George¹³), c'est-à-dire davantage de régulation économique, de redistribution de richesse vers les pays et les strates sociales appauvris et de contrôle des effets écologiques de la production, mais sans remettre fondamentalement en question la propriété et le contrôle privés des moyens de production, l'institution du marché et la mondialisation économique.

¹⁰ Wim Naudé et James C. MacGee « Wealth Distribution, the Financial Crisis and Entrepreneurship » in *WIDER Angle newsletter*, mars 2009: http://www.wider.unu.edu/publications/newsletter/articles/en_GB/10-03-2008-feature-article.

¹¹ En français un billion équivaut à 1000 milliards.

¹² *Ibid.*

¹³ « Une économie écologique pour sortir de la crise » *Transnational Institute*

[<http://www.tni.org/archives/george/politis1108.pdf>] novembre 2008 et « Contribution to the Vienna Conference of the Club of Rome. » *ibid.* [http://www.tni.org/detail_page.phtml?&act_id=19416&menu=13e] avril 2009.

Un des intellectuels qui est à l'avant-scène de cette tendance est Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et ancien vice-président de la Banque mondiale. Ce dernier a donné son nom à une commission créée par le président français dont le mandat est la redéfinition des indicateurs de la performance économique et du progrès social. Le rapport provisoire qui vient d'être soumis¹⁴ inclut une critique de la notion de PIB utilisée jusqu'à ce jour de même qu'une analyse des indicateurs de la qualité de vie et du développement durable. Cela devrait remettre en question la conception dominante du développement depuis la fin de la deuxième guerre, laquelle est fondée essentiellement sur la croissance du PIB¹⁵. En outre, une autre commission d'experts présidée par ce même économiste, créée par le président de l'Assemblée générale de l'ONU en prévision de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale qui doit se tenir du 24 au 26 juin 2009, vient de déposer ses recommandations sur la réforme du système monétaire et financier international. On y propose notamment une meilleure dotation de fonds pour que les états du Sud puissent appliquer des mesures anticycliques de relance économique ainsi qu'une démocratisation des institutions économiques internationales, incluant la création d'un Conseil mondial de coordination économique plus représentatif que l'actuel G20¹⁶. Par ailleurs, le Projet de document final présenté par Miguel d'Escoto, le président de l'Assemblée générale de l'ONU, présente la vision d'une économie centrée sur les besoins, les droits et la sécurité des personnes, qui soit respectueuse de la Terre-mère et qui envisage une taxation globale de même qu'une refonte des institutions internationales¹⁷.

Ce sont là autant d'idées qui vont dans le sens d'un monde plus soucieux des besoins sociaux et qui respecte davantage la nature. Mais jusqu'à quel point les transformations seront-elles profondes et durables? Il y a tout lieu de s'inquiéter ou tout au moins d'être vigilant à en juger par les résultats de la réunion récente du G20 à Londres au début d'avril, où on a décidé d'injecter 1,1 billion de dollars US dans le système financier et commercial international, dont 750 milliards par le truchement du FMI, ceci sans autre forme de procès. Or, le FMI est pourtant l'une des IFI qui a induit avec le plus d'autorité les politiques néolibérales qui sont intimement liées à la crise actuelle. De façon générale, il faudra apprécier les changements qui s'annoncent en allant au-delà des discours et des symboles qui seront véhiculés, en scrutant de près les nouvelles normes et pratiques qui seront instaurées et en se demandant pourquoi elles ont été mises en place, qui les contrôle et qui en profite. Somme toute, il y a de nombreux intérêts en jeu et, même si pour le moment la tendance sociale démocrate semble avoir l'initiative, l'évolution peut aller dans plusieurs sens, allant d'une « barbarisation » du capitalisme à travers les formes les plus autoritaires jusqu'à l'émergence de sociétés solidaires¹⁸.

Ainsi, par exemple, face à la crise alimentaire plusieurs solutions peuvent être envisagées. Dans ce contexte, qui bénéficierait d'une seconde révolution verte fondée sur l'usage intensif de semences

¹⁴ http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/draft_summary.pdf

¹⁵ Voir notamment J. Stiglitz « Progress, what progress? » in *OECD Observer* (272); mars 2009; www.oecdobserver.org.

¹⁶ http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/63/838&TYPE=&referer=http://www.un.org/fr/ga/econcrisissu/mmit/docs.shtml&Lang=F

¹⁷ <http://www.un.org/ga/president/63/interactive/financialcrisis/outcomedoc.pdf>

¹⁸ Michael Brie « Ways out of the crisis of neoliberalism » in *Development Dialogue* (51): 2009: 15-31.

http://www.dhf.uu.se/pdffiler/DD2009_51_postneoliberalism/Development_Dialogue_51-art3.pdf.

génétiqnement modifiées tel que le propose l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)? Ce serait certainement là une belle occasion d'augmenter les profits pour des entreprises transnationales comme Monsanto. Il en est de même de la bourse du carbone qui invite les entreprises privées à profiter de la dégradation environnementale pour faire de nouvelles affaires dans des projets supposément verts. Sans un organisme indépendant et crédible de vérification et sans un véritable contrôle citoyen, ces projets risquent d'être davantage orientés vers la quête de profits que vers la solution des problèmes écologiques. C'est que le marché n'est pas une institution de bienfaisance, mais une institution fondée sur la recherche du profit qui tend intrinsèquement à concentrer la richesse. En outre, comme l'a mentionné la journaliste canadienne Naomi Klein¹⁹, les guerres, les coups d'État et les catastrophes naturelles engendrent des situations de peur, idéales pour que les populations acceptent des politiques qui autrement n'auraient pas suscité l'adhésion, comme par exemple les politiques de sécurité instaurées après le 11 septembre, lesquelles ont d'ailleurs été profitables pour plusieurs grandes entreprises privées. Que se passerait-il si, face à la crise économique, après avoir injecté tous ces billions de dollars dans l'économie, les états se retireraient tout simplement une fois la tempête passée? Hé bien, cela signifierait tout simplement un transfert massif de fonds publics des citoyens vers le secteur privé, transfert effectué pratiquement sans la moindre opposition dans le contexte de panique de la crise. Ainsi, à notre avis, un des enjeux fondamentaux de cette crise est d'assurer un contrôle politique du marché et des entreprises par des institutions étatiques et interétatiques démocratiques et par les citoyens organisés.

Pour le moment tout est encore assez flou et confus. Nous sommes loin d'un nouvel équilibre. Assistera-t-on à la naissance de sociétés plus égalitaires fondées sur de nouvelles valeurs? Tentera-t-on de protéger à tout prix les intérêts dominants en induisant un changement superficiel? Selon certains²⁰, la fin du capitalisme est proche et, politiquement, cela correspondrait également à la fin de l'hégémonie étasunienne. Nous entamerions apparemment une période de relative instabilité durant laquelle un nouveau système émergera. S'il n'est pas possible de prédire avec certitude que le capitalisme soit vraiment à l'agonie, voilà tout au moins un contexte socialement dynamique qui ouvre des perspectives intéressantes pour un programme comme celui de Développement et Paix, lequel est de nature sociopolitique et s'oriente justement vers la transformation sociale, envisagée à partir de l'option préférentielle pour les pauvres. Il faut tirer avantage de la donne actuelle!

¹⁹ Voir *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*. Toronto: Random House of Canada Limited; 2008. Voir aussi les nombreuses vidéos et le site web sur cet ouvrage: <http://www.naomiklein.org/shock-doctrine>.

²⁰ Voir entre autres I. Wallerstein « Le capitalisme touche à sa fin » in *Le Monde* du 12 octobre 2008.

Une perspective pour notre programme

C'est dans la crise que surgit le meilleur de chacun d'entre-nous, parce que sans la crise, le vent est une simple haleine.

Parler de crise, c'est la promouvoir, et se taire dans la crise, c'est exalter le conformisme. Au lieu de ceci, travaillons dur pour la dépasser. [Albert Einstein]²¹

N'en déplaise à Monsieur Fukuyama, ce n'est pas la fin de l'histoire et le capitalisme dans sa forme actuelle n'est pas le stade ultime de la civilisation. Cette crise montre à l'évidence qu'on peut faire mieux. Déjà, de par la richesse et la créativité de leurs expériences et de leurs luttes visant à construire un monde différent du paradigme dominant, un peu partout dans le monde les gens à la base ont démontré qu'« *un autre monde est possible* ». La crise actuelle est le moment idéal pour mettre de l'avant ces alternatives économiques, sociales et culturelles, leur donner un caractère plus universel et les inscrire dans des projets de sociétés plus justes et plus solidaires.

Pour ce faire, de prime abord il y a au moins trois exigences. D'abord, il faut dépasser le caractère limité et particulier de chacune de ces alternatives en les systématisant, généralisant et diffusant et en les insérant dans une démarche politique de construction de sociétés solidaires. Il faut aussi lutter pour une redistribution importante de la richesse, ce qui constitue une condition économique nécessaire pour que de telles sociétés voient le jour. Enfin, il faut tisser des alliances et construire des réseaux qui nous permettront de devenir une force sociale capable d'influencer les décisions en faveur des projets de société que nous promovons, ce qui constitue une condition politique essentielle pour remplir les deux premières exigences.

Pour Développement et Paix, dans le contexte actuel de la coopération internationale, ce ne sera pas une mince tâche. Cela est assez évident si on regarde deux des aspects les plus importants et structurants du paradigme dominant du développement international, soit la lutte contre la pauvreté et l'efficacité de l'aide.

Il est certain que la lutte contre la pauvreté, qui est au centre des préoccupations à l'échelle mondiale et qui s'est institutionnalisée à travers les Objectifs de développement du millénaire (ODM), pourrait constituer un ancrage intéressant pour induire une redistribution de la richesse. Cela impliquerait cependant un changement radical du modèle de développement qui, durant ces dernières décennies, a mis l'accent sur la croissance et minimisé les mesures de péréquation et de redistribution qui auraient affecté les intérêts des classes et couches sociales qui concentrent la richesse²². Ainsi, les stratégies de réduction de la pauvreté mises de l'avant par le FMI et la BM, qui incluent des actions pertinentes dans

²¹ Extrait de son livre *Talismans et Réflexions pour une nouvelle Ère*: <http://nouvellevibration.blogspot.com/2009/01/une-reflexion-dalbert-einstein.html>

²² On pourrait songer à des mesures telles que la réforme agraire intégrale, l'amélioration des régimes fiscaux nationaux, l'instauration d'une taxe internationale et l'annulation des dettes injustes des pays du Sud.

les domaines de la santé et de l'éducation, reposent néanmoins fondamentalement sur une stratégie de croissance accélérée par le marché, c'est-à-dire sur une stratégie qui est intimement liée à l'augmentation des inégalités sociales.

Quant à la notion d'efficacité de l'aide, qui a été proposée dans la Déclaration de Paris²³ en 2005 et qui a débouché sur un Programme d'action à Accra²⁴ en 2008, elle possède certes la vertu de chercher à augmenter l'impact des programmes de coopération, mais ce faisant elle centre le regard sur les moyens utilisés. Elle fait de l'aide une question avant tout technique liée aux façons de la délivrer, aux méthodes de gestions et aux formes de renforcement des institutions. Elle tend ainsi à dépolitiser le développement en favorisant une technicisation de ses stratégies, évacuant du débat la question aujourd'hui plus que jamais fondamentale et éminemment politique de savoir quels genres de sociétés nous voulons contribuer à édifier. Si on prétend sérieusement promouvoir l'émergence de sociétés solidaires, plus égalitaires entre les pays, les classes, les ethnies et les genres, qui respectent la nature, on ne pourra pas faire l'économie d'un débat autour de cette question, ce qui implique donc une repolitisation du développement, voire un questionnement profond de ce que l'on entend par développement²⁵.

En conclusion, nous traversons un moment de tension dialectique qui est à la fois emballant par l'importance de l'enjeu de contribuer à l'émergence d'un nouveau paradigme de développement et menaçant par l'inconnu qui pointe à l'horizon. Le plan stratégique qui orientera nos actions durant le prochain quinquennat constitue certainement un moyen privilégié pour résoudre de façon concrète, à partir de notre propre pratique, cette contradiction.

Paul Cliche
Service des programmes internationaux
Développement et Paix
Juin 2009

²³ <http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>.

²⁴ <http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1217425866038/FINAL-AAA-in-French.pdf>.

²⁵ Voir, entre autres, Arturo Escobar « Una Minga para el postdesarrollo » et Eduardo Gudynas « El día después del desarrollo » in *América Latina en Movimiento* (445) 2009: <http://alainet.org/publica/445.phtml>. Ce serait peut-être aussi le temps de s'inspirer en relisant certains ouvrages d'intellectuels critiques du développement tels que Susan George, François Houtart, Ivan Illich, Maria Mies, François Partant, Majid Rahnema, Wolfgang Sachs, Vandana Shiva...